



KPMG S.A.
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes

Association Ecole Design Nantes Atlantique

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association Ecole Design Nantes Atlantique
61 boulevard de la Prairie au Duc 44200 NANTES

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes

Association Ecole Design Nantes Atlantique

61 boulevard de la Prairie au Duc 44200 NANTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'Association Ecole Design Nantes Atlantique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Ecole Design Nantes Atlantique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note "Changement d'estimation" du paragraphe "Règles et méthodes comptables" de l'annexe, qui expose une évolution dans la mesure du revenu relatif à la prestation continue d'enseignement.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement



s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes, le 27 juin 2024

KPMG S.A.

Cyprien Schneider

Associé

BILAN ACTIF

	Brut	Amort. prov.	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	673 176	549 879	123 297	120 851
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				91 208
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	15 046	4 719	10 327	11 832
Install techniques, matériel et outillage industriels	519 691	293 343	226 347	255 329
Autres immobilisations corporelles	6 823 224	4 464 860	2 358 364	2 777 589
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				142 133
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	26 345	16 345	10 000	10 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	296 868		296 868	267 740
Autres immobilisations financières	38 561	18 867	19 693	8 283
Total de l'actif immobilisé	8 392 915	5 348 015	3 044 899	3 684 969

Stocks et en-cours	71		71	71
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 515 360	292 022	4 223 337	4 136 866
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 241 337	16 789	1 224 548	371 843
Valeurs mobilières de placement	2 435 132		2 435 132	
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	4 621 626		4 621 626	6 931 982
Charges constatées d'avance	542 385		542 385	494 654
Total de l'actif circulant	13 355 914	308 812	13 047 101	11 935 419

Frais d'émission des emprunts				
Primes remboursement des emprunts				
Ecart de conversion actif				

Total de l'actif	21 748 829	5 656 827	16 092 001	15 620 389
-------------------------	-------------------	------------------	-------------------	-------------------

BILAN PASSIF

	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres sans droit de reprise	127 011	127 011
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	639 938	639 938
Report à nouveau	2 004 942	1 743 536
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	188 026	261 406
Situation nette (sous-total)	2 959 919	2 771 892
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	499 262	
Provisions réglementées		
Total des fonds propres	3 459 181	2 771 892
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	828 456	
Total des fonds reportés et dédiés	828 456	
Provisions pour risques	572 002	532 150
Provisions pour charges	297 738	301 205
Total des provisions pour risques et charges	869 740	833 356
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 322 088	1 414 005
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 302	12 302
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 318 243	1 364 130
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 371 364	2 433 639
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	435 824	1 104 034
Autres dettes	103 514	108 045
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	6 371 285	5 578 980
Total des emprunts et dettes	10 934 623	12 015 140
Ecart de conversion passif		
Total du passif	16 092 001	15 620 389

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

	31/12/2023	31/12/2022
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	14 304 692	13 951 356
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 434 916	1 045 597
Versements des fondateurs ou consommations de la donation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions, et transferts de charge	501 230	465 840
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	32 648	23
Total des produits d'exploitation	17 273 487	15 462 817

Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	5 342 863	4 925 601
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	366 123	451 075
Salaires et traitements	6 533 466	5 967 882
Charges sociales	2 499 996	2 332 528
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 056 882	760 917
Dotations aux provisions	362 701	242 664
Reports en fonds dédiés	828 456	
Autres charges	193 986	134 345
Total des charges d'exploitation	17 184 476	14 815 016
Résultat d'exploitation	89 011	647 801

Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	104 805	4 567
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		45
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	104 805	4 612

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 758	1 106
Différences négatives de change	12 918	1 536
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	15 677	2 643

Résultat financier	89 128	1 968
---------------------------	---------------	--------------

Résultat courant avant impôts	178 139	649 769
--------------------------------------	----------------	----------------

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	20 863	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	738	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels	21 602	

Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 445	23 750
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 085	362 154
Total des charges exceptionnelles	3 530	385 904

Résultat exceptionnel	18 071	- 385 904
------------------------------	---------------	------------------

Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les sociétés	8 184	2 458
Total des produits	17 399 895	15 467 429
Total des charges	17 211 868	15 206 023

Bénéfice ou perte	188 026	261 406
--------------------------	----------------	----------------

Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total des charges des contributions volontaires en nature		

INTRODUCTION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023, dont le total est 16 092 001, 55 Euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un bénéfice de 188 026,77 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er Janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes ou les tableaux ci-après font partie des comptes annuels.

FAITS MARQUANTS

Cet exercice clos le 31 décembre 2023 se caractérise par les éléments suivants :

- 1^{ère} année d'exploitation « pleine » sur l'île de Nantes.
- Site Web : nouveau site mis en exploitation en janvier 2023.
- EESPIG : signature du contrat avec le MESR sur 5 ans et mise en place d'un second axe analytique. Gestion de la subvention en fonds dédiés.
- Formations :
 - Augmentation du barème des frais de scolarité
 - Ouverture du Bachelor Management de Projet en Design et Communication, en partenariat avec Audencia.
- Activités Internationales :
 - Bénin : ouverture du diplôme objet et du master
 - Chine : seconde année de la convention NACAA avec CAA.
 - Montréal : fin de la convention ZU

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code du commerce et de plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n°1999-01 du 16 février 1999. Depuis le 01/01/2020, application du règlement n°2018-06 venant modifier le règlement ANC n°2014-03 applicable à toutes les entités à but non lucratif.

Les comptes effets à recevoir et effets à payer sont englobés respectivement dans les comptes clients et fournisseurs.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et les méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Changement de méthodes

Néant

Changement d'estimation

Compte tenu du profil de coûts encourus par l'Ecole pour exécuter les obligations prises vis-à-vis des étudiants, l'écoulement du temps est le meilleur indicateur de mesure de l'avancement de la prestation continue d'enseignement.

Afin d'avoir une meilleure vision de l'activité, il a été décidé un changement d'estimation de l'avancement à compter de cet exercice 2023.

La méthode de répartition 48-52% basée sur la présence des étudiants sur 10 mois est remplacée par 42%-58%, en considérant une base de 12 mois, et en rattachant le mois d'août à la période 09 – 12 /N (préparation de l'année scolaire à venir) et le mois de juillet à la période 01 -06/N+1.

	anc méthode	nvelle méthode	
CA réalisé 23/24	9 595 725,00	9 595 725,00	CA réalisé 23/24
PCA 23/24 estimé 48%-52%	- 4 989 777,00	- 5 565 520,50	PCA 23/24 estimé 42%-58%
+ext PCA 22/23	5 089 487,00	5 089 487,00	+ext PCA 22/23
reg+caa dd	121 036,45	121 036,45	reg+caa dd
total 706100 31/12/2023	9 816 471,45	9 240 727,95	total 706100 31/12/2023
écart	-	575 743,50	

soit une diminution du résultat d'exploitation

Aussi, l'évolution de l'estimation de l'écoulement du temps conduit à un impact négatif de 575 743,50€ sur les comptes 2023 et conduira à un impact positif sur les comptes 2024.

Informations générales complémentaires

1. Droits d'inscription

Ceux-ci sont acquis à l'Ecole. Ils couvrent les frais de traitement des recrutements des apprentis et des élèves pour la rentrée de septembre. Ces frais sont rattachés en totalité à l'exercice comptable civil de leur réalisation.

2. Taxe d'apprentissage

La collecte est rattachée à l'exercice comptable civil de leur perception. Depuis 2023, la collecte s'effectue via la plateforme SOLTEA, gérée par la caisse de dépôts et consignations.

3. Frais de scolarité (compte 706100)

a/ Méthode appliquée jusqu'au 31/12/2022

Le montant des frais de scolarité est réparti sur 10 mois de septembre N à juin N+1.

Le pourcentage affecté aux frais de scolarité est de 48 % sur l'exercice N, calculé ainsi:

. 40% de septembre à décembre N

. et 8% correspondant aux mois de juillet et août N+1 qui sont ramenés à la période de septembre à décembre N (2/10 mois * 4 mois de septembre à décembre N).

b/ Méthode appliquée à compter de l'exercice clos au 31/12/2023

Le montant des frais de scolarité est réparti sur 12 mois d'août N à juillet N+1.

Le pourcentage affecté aux frais de scolarité est de 42 % sur l'exercice N, calculé au prorata du temps

. 5/12^{ème} soit 42% de septembre à décembre N en rattachant le mois d'août à la période 09 – 12 /N (préparation de l'année scolaire à venir) et le mois de juillet à la période 01/06/N+1.

4. Frais de formation Apprentissage (compte 706110)

Pour la facturation des opco, le montant de formation Apprentissage est basé sur le NPEC annuel publié par France Compétences suite aux négociations des branches professionnelles, et réparti sur 12 mois de septembre N à août N+1. Le pourcentage affecté sur l'exercice N aux frais de formation Apprentissage est de 4/12^{ème} du NPEC, de septembre à décembre N, en rapprochant cette valeur du 1^{er} acompte facturé à hauteur de 40% du NPEC pour les 6 premiers mois du contrat, après réception de l'accord de prise en charge.

Pour la facturation du reste à charge à l'employeur défini via une convention bipartite, une facture annuelle est émise sur 12 mois de septembre N à août N+1. Le pourcentage affecté aux frais de formation Apprentissage est de 4/12^{ème} sur l'exercice N, de septembre à décembre N

5. Fonds dédiés

Le cadre contractuel de la subvention ESPIG est le suivant :

. Un contrat cadre portant sur la période 2022-2027 conclu entre le MESR et EDNA, en sa qualité d'ESPIG, dont l'objet pour l'association est de participer à l'effort de modernisation de l'enseignement supérieur en inscrivant ses formations et sa recherche dans les orientations du service public, en contrepartie d'une subvention annuelle sur la durée du contrat dont le montant est révisable annuellement en fonction des orientations de la Loi de Finances.

. Le contrat cadre fixe 5 axes stratégiques de développement décomposés en sous-objectifs. Ces objectifs sont accompagnés de jalons et d'indicateurs de suivi chiffrés et phasés qui constituent la feuille de route.

. Le montant de la subvention annuelle fait l'objet d'une convention financière annuelle (à l'exception de 2022 couverte par le contrat cadre). Les montants alloués à EDNA

sont de 715 000€ pour 2022 et 715 000€ pour 2023. Les dépenses constatées à date s'élèvent à 601 544€ (cf. tableau figurant en annexe).

6. Valeurs immobilisées

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement économique a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire.

En cas d'utilisation de mode ou durée différent sur le plan fiscal, le complément de dotations est porté en amortissement dérogatoire.

Les éléments de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des amortissements

Catégorie	Mode	Durée
Installations, agencements, constructions	Linéaire	3 à 10 ans
Mise à disposition par CCI	Linéaire	10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau et informatique	Dégressif et Linéaire	2 à 5 ans
Matériel Audiovisuel	Dégressif et Linéaire	5 ans
Mobilier et autres immos corpo.	Linéaire	5 ans
Autres immos incorporelles	Linéaire	3 ans

7. Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Les titres figurant au bilan pour 10 000€ sont ceux de la société de conseil en Design Industriel de Qindgao Shanghai, filiale de l'Ecole de Design.

Cette société de conseil en Chine a été créée en mars 2009. La structure juridique de la filiale en Chine est une WFOE, c'est-à-dire une société à capitaux 100% étrangers.

La WFOE créée est une société à capital de 10 000€ détenue à 100% par l'Ecole de Design.

Ces titres de participation sont à 100% dépréciés à la clôture de l'exercice. Cette société est aujourd'hui inactive.

Les titres figurant au bilan pour 6 345,62 € sont ceux de la WFOE, « Design for creative innovation ». De même, nous n'attendons pas de valorisation de cette antenne conformément à notre statut d'association à but non lucratif, et avons provisionné les titres de participation de cette filiale.

8. Stock et en-cours

Néant.

9. Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été converties et comptabilisées sur la base du dernier cours du change précédant la date de clôture de l'exercice. Les pertes latentes résultant de cette conversion ont entraîné la constitution d'une provision pour perte de change.

Au titre de cette règle, les créances suivantes ont notamment été dépréciées :

- l'avance de trésorerie faite à la filiale chinoise de Qindgao Shanghai, en 2010, est de 16 789,32 €. Le montant total a été déprécié.
- les provisions pour dépréciation des créances douteuses s'élèvent à 292 022,76 € au 31/12/2023.

10. Subventions conclues avec la Région au titre de l'apprentissage du CFA

L'établissement a perçu trois subventions de la part de la région au titre des effets de la réforme de l'apprentissage, couvrant tout ou partie des exercices 2021 à 2023.

Au 31/12/2023, les conditions d'exercice de l'activité (regain d'intérêt pour l'apprentissage, maintien des financements antérieurs à la réforme) ont permis de ne pas y recourir pour partie, conduisant au constat d'une subvention perçue d'avance de 250 K€.

11. Traitement comptable des modulations enseignants

En l'absence de cadre explicite dans la convention collective quant au différentiel entre rémunération lissée versée et temps de travail effectif en cas de départ en cours d'année scolaire d'un enseignant et de certitude quant à la perception d'un produit en tel cas, nous n'enregistrons pas de Charges Constatées d'Avance à ce titre.

12. Valeurs mobilières de placement

Les titres sont comptabilisés au prix d'achat. Les dépréciations apparaissant éventuellement sur certains titres ont été constatées sous forme de provision.

13. Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

14. Disponibilités en devises

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du cours du change à la date de réalisations de leurs opérations.

15. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants (membres du Bureau) s'est élevé à 0 €, étant tous bénévoles.

Effectif moyen

Au 31 décembre 2023, l'Ecole de Design emploie 294 salariés et l'effectif ETP est de 164 personnes.

Le directeur de l'établissement est détaché de la CCI et fait l'objet d'une refacturation mensuelle, sans TVA depuis le 01/12/2016.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

L'indemnité de départ en retraite a été calculée en fonction notamment de la législation sociale, l'âge des salariés, leur ancienneté dans l'entreprise et leur rémunération actuelle.

Ce chiffre a été pondéré d'un coefficient pour tenir compte de la probabilité que chaque salarié soit encore présent dans l'entreprise à l'âge théorique de départ en retraite (65 ans).

La variation des droits acquis a été constatée en dotations ou reprises pour risques et charges (681500-781500) par un compte de provisions pour charges de pensions et retraites (153000).

La provision au 31/12/2023 s'élève à 297 738,14 €.

IMMOBILISATIONS

Immobilisations incorporelles	31/12/2022	Augmentations		Diminutions		31/12/2023	réévaluation
	Immo. au début de l'exercice	Réévaluation. pratiquée dans l'exercice	Acquisitions, créations viremts de poste à poste	par virements de poste à poste	par cessions à des tiers	Valeur brute immo. à fin exercice	Réévaluation légale
Frais d'établist. développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes	655 821		114 828		97 473	673 176	

Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions :							
- sur sol propre							
dont composants							
- sur sol d'autrui							
dont composants							
Insts gales, agenc. et aménagt. const	15 046					15 046	
dont composants							
Insts tech., matériel et outillage indus	477 012		42 679			519 691	
dont composants							
Autres immobilisations corporelles:							
- instal. gén, agenc, aménagts divers	1 479 082		43 105			1 522 188	
- matériel de transport			1 646			1 646	
- matériel de bureau et info, mobilier	4 738 817		382 520		8 124	5 113 212	
- emballages récupérables et divers	153 989		32 188			186 177	
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes	142 133				142 133		
Biens recus en legs ou donations destinés à être cédés							
Total immobilisations corporelles	7 006 082		502 139		150 258	7 357 962	

Immobilisations financières							
Participations évaluées	26 345					26 345	
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immo. financières	294 892		41 728		1 189	335 430	
Total immobilisations financières	321 237		41 728		1 189	361 776	

Total général	7 983 141		658 695		248 921	8 392 915	
----------------------	------------------	--	----------------	--	----------------	------------------	--

AMORTISSEMENTS

Immobilisations amortissables	Situations et mouvements de l'exercice des amortissements techniques			
	Amortissements début exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions	Amortissements fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres immobilisations incorporelles	443 761	106 117		549 879
Terrains				
Constructions :				
- sur sol propre				
- sur sol d'autrui				
inst. gales, agencts aménagts des constructions	3 214	1 504		4 719
Installations techniques, matériel et outillage industriels	221 682	71 661		293 343
Autres immobilisations corporelles :				
- inst. gales, agencements, aménagts divers	1 055 358	146 482		1 201 840
- matériel de transport		131		131
- matériel de bureau et informatique, mobilier	2 514 403	701 343	8 124	3 207 622
- emballages récupérables et divers	24 538	30 727		55 266
Total	3 819 196	951 850	8 124	4 762 922
Total général	4 262 958	1 057 968	8 124	5 312 802

Immobilisations amortissables	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets des amortissements fin exercice
	Différentiel de durée, autres Colonne 1	Mode dégressif Colonne 2	Amortissement fiscal except. Colonne 3	Différentiel de durée, autres Colonne 4	Mode dégressif Colonne 5	Amortissement fiscal except. Colonne 6	
Frais d'établissement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres immo. incorporelles							
Terrains							
Constructions :							
- sur sol propre							
- sur sol d'autrui							
Inst. gén., agencts, aménag.							
Inst. techniques, mat. et outil.							
Autres immobilisations corporelles:							
- inst. générales.,agenc.,aménag. div.							
- matériel de transport							
- mat. bureau, informatique, mobilier.							
- emballages récupérables, divers							
Total							
Frais acquisitions titres participation							
Total général							
Total général non ventilé		Total général non ventilé			Total général non ventilé		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Nature des provisions	Montant début d'exercice	Augmentations: dotations exercices	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- dont majoration exceptionnelle de 30%				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total provisions réglementées				

Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour charges sur legs ou donations				
Provisions pour pensions et obligations similaires	301 205		3 467	297 738
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	532 150	116 866	77 014	572 002
Total provisions risques et charges	833 356	116 866	80 482	869 740

Provisions pour dépréciation:				
- sur immobilisations incorporelles				
- sur immobilisations corporelles				
- sur immo. des titres mis en équivalence				
- sur immo. des titres de participation				
- sur autres immobilisations financières	35 213			35 213
- sur stocks et en cours				
- sur comptes usager	232 450	245 835	186 262	292 022
Autres provisions pour dépréciation	16 789			16 789
Total provisions pour dépréciation	284 452	245 835	186 262	344 025

Total général		1 117 809	362 701	266 744	1 213 766
Dont dotations et reprises	- d'exploitation - financières - exceptionnelles		362 701 1 085	266 743	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice	
---	--

**ETAT DES ECHEANCES, DES CREANCES ET DES DETTES
A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	296 868		296 868
Autres immobilisations financières	38 561		38 561
Créances clients et usagers douteux et litigieux	285 967		285 967
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 229 393	4 229 393	
Créances reçues sur legs et donations			
Créance représentative de titres prêtés			
- provision pour dépréciation ant. constituée			
Personnel et comptes rattachés	7 182	7 182	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 810	7 810	
- Impôts sur les bénéfices			
Etat et autres	368	368	
collectivités publ.			
- TVA			
- Autres impôts, taxes vers. assimilés			
- Divers	616 331	616 331	
Groupes et associés	16 789	16 789	
Débiteurs divers (dont créances relatives opérations pension de titres)	592 855	592 855	
Charges constatées d'avance	542 385	542 385	
Total général	6 634 513	6 013 116	621 397
Montant des - prêts accordés en cours d'exercice	41 728		
- remboursements obtenus en cours d'exercice	1 190		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes - à 1 an max. à l'origine	1 322 088	395 747	926 341	
auprès étbts crédit - à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 318 243	1 318 243		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	360 189	360 189		
Sécurité sociale et organismes sociaux	664 721	664 721		
- Impôts sur les bénéfices	9 824	9 824		
Etat et autres	9 495	9 495		
collectivités				
publiques				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts, taxes et assimilés	327 133	327 133		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	435 824	435 824		
Groupe et associés				
Autres dettes	103 514	103 514		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 371 285	6 371 285		
Total général	10 922 320	9 995 979	926 341	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	303 080			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	394 997			
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés pers. physiques				

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan:

(En euros)	Montant au 31/12/2023	Montant au 31/12/2022
Emprunts et dettes financières	658 144	773 338
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et Comptes rattachés (408100)	658 144	773 338
Dettes fiscales et sociales	814 160	1 908 986
Personnel et comptes rattachés (428200+428600+428601)	355 576	354 096
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (438200+438600+438610+438612+438613)	182 305	175 901
Etat et autres collectivités publiques (441900+44587)	276 280	1 378 990
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes (419800)	5 372	12 303
TOTAL DES CHARGES A PAYER	1 477 676	2 694 627

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

(En euros)	Montant au 31/12/2023	Montant au 31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés (418100)	119 890	44 463
AUTRES CREANCES	1 121 489	196 573
Fournisseurs - avoirs à recevoir (409800)	33 074	3 554
Personnel et comptes rattachés - produits à recevoir		
Organismes sociaux - produits à recevoir (438700)	4 132	9 244
Etat - produits à recevoir (441700+441702+445860)	616 481	29 425
Associés - intérêts courus		
Divers - produits à recevoir (468700)	432 669	154 350
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités -intérêts courus (508800+518700)	35 132	
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	1 241 379	241 036

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	Montant au	Montant au
(En euros)	31/12/2023	31/12/2022
Charges d'exploitation	542 385	494 655
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	542 385	494 655

Les charges constatées d'avance enregistrent les charges comptabilisées pendant l'exercice mais relatifs à un exercice ultérieur

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

(En euros)	Montant au 31/12/2023	Montant au 31/12/2022
Produits d'exploitation	6 371 285	5 578 981
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	6 371 285	5 578 981

Les produits constatés d'avance enregistrent les produits comptabilisés pendant l'exercice mais relatifs à un exercice ultérieur

FONDS PROPRES

Variation des fonds propres

	A	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A
(En euros)	l'ouverture				la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	127 011				127 011
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	639 939				639 939
Report à nouveau	1 743 536	261 407			2 004 943
Résultat de l'exercice	261 407	-261 407	188 027		188 027
SITUATION NETTE	2 771 893	0	188 027	0	2 959 920
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	-		499 262		499 262
Provisions réglementées					
TOTAL I	2 771 893	0	687 289	0	3 459 182

FONDS DEDIES

(En euros)			UTILISATIONS			A la clôture de l'exercice	
Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	REPORTS	montant global	dont remboursements	TRANSFERTS	montant global	Dont Fds dédiés à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION							
Convention EESPIG-MESR-EDNA 2022 (194100) reçue 27/07/22		715000	601544			113 456	
Convention EESPIG-MESR-EDNA 2023 (194200) reçue 18/10/23		715000				715 000	
Sous-total Subventions exploitation		1 430 000	601 544	0	0	828 456	0
CONTRIBUTIONS FINANCIERES D'AUTRES ORGANISMES							
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC							
TOTAL FONDS DEDIES		1 430 000	601 544	0	0	828 456	0